

SAÂDANI RÉAGIT AU TWITT DU PREMIER MINISTRE FRANÇAIS :

«Valls a agi par vengeance»

Après plus d'un mois d'«éclipse» de la scène, le secrétaire général du Front de libération nationale, Ammar Saâdani, «refait surface», à l'occasion de la traditionnelle rencontre organisée, chaque année, par le parti pour célébrer la journée mondiale de la Liberté de la presse. Comme l'atteste la présence massive des représentants des médias à l'hôtel Moncada d'Alger où a eu lieu la rencontre, hier, la sortie de Saâdani était très attendue par les observateurs.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Que le premier responsable, du moins sur le terrain, d'un parti comme le FLN ne se prononce pas au milieu d'une tempête de polémiques entre l'Algérie et la France, à la suite de la dernière visite de Manuel Valls à Alger et de son controversé twitt, c'est effectivement étrange comme comportement.

Naturellement, la question a été posée à Saâdani. Ce à quoi il répondra avec son style inimitable : «A partir du moment où tous les valets de la France en Algérie critiquent la France, nous n'avons plus qu'à nous taire !»

Pour qui est destinée cette pique assassine ? Pour l'opposition ? Pour le rival Ahmed Ouyahia qui a violemment répondu à Manuel Valls ? Pour

la presse ? Le chef du FLN n'en dira pas plus. Il n'omettra pas, toutefois, de «rattraper» son retard en s'en prenant, à son tour, au Premier ministre français : «Ce n'est tout de même pas une photo sur Twitter qui va changer quoi que ce soit. Le Président va bien, l'Algérie va bien et je dirais à tous ceux qui ont mis leurs costumes pour attendre des élections présidentielles, d'enfiler plutôt des survêtements pour attendre 2019.» Ici, Saâdani fait allusion, bien sûr, à l'opposition qui réclame des présidentielles anticipées en raison de la maladie de Abdelaziz Bouteflika.

«Il y a des gens qui ne peuvent décidément pas se passer du pouvoir auquel ils se sont habitués», ajoutera-t-il. «Mais qu'ils sachent



Ammar Saâdani, SG du FLN.

que le Président est élu par le peuple et non pas par l'étranger et rien ne changera.»

Pour Manuel Valls, il ajoutera cette autre pique : «Ce monsieur est venu pour prendre des projets et, comme il n'a rien pu obtenir, il a fait ce qu'il a fait», en allusion à la photo publiée par le Premier ministre juste

après avoir été reçu par Bouteflika, le 11 avril dernier. Toujours à propos de «photos», et l'occasion s'y prêtant à merveille avec la célébration de la journée mondiale de la Liberté de la presse, Saâdani reprendra la polémique entre Alger et Paris à ses tout débuts, à savoir la publication par le journal français *Le Monde* de la

fameuse photo de Bouteflika pour illustrer le dossier évoquant les chefs d'Etat impliqués dans des histoires d'évasion fiscale. «Vous avez sans doute vu comment un journal prestigieux, connu pour sa crédibilité, a dérivé vers le mensonge, la manipulation et la diffamation en manipulant une photo pour porter atteinte à de grands chefs d'Etat.»

Pour Saâdani, le journal en question, tout comme «une chaîne de télévision de ce même pays qui a invité un partisan de la partition de l'Algérie», est soumis et instrumentalisé par «les lobbies sionistes et ceux de l'argent». C'est donc à la presse française que le secrétaire général du FLN s'en est pris cette année, à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de la Presse, contrairement à l'année précédente où sa cible était la presse nationale.

Mieux, l'homme rend hommage à la presse nationale pour sa «résistance face au terrorisme barbare» et loue longuement «la qualité» ainsi que «la liberté» de la presse en Algérie. «Je suis fier de notre presse et de nos médias», lancera-t-il dans un discours de bienvenue.

K. A.

JOURNÉE MONDIALE
DE LA LIBERTÉ
DE LA PRESSE

Hommage à M'hammed
Yazid, symboledu
journalisme de combat

Comme de coutume, l'association Machaâl Echahid, en collaboration avec El Moudjahid, a dédié hier son «Forum de la mémoire» au défunt M'hammed Yazid, emblème de la lutte politique et de la diplomatie algérienne avant et après l'indépendance.

Naouel Boukir – Alger (Le Soir) – «C'est l'information qui donne à la lutte armée sa dimension politique» était l'une des citations favorites du défunt, selon son ancien collègue journaliste, Amar Belkhouja. Effectivement, cette phrase résume et définit l'ensemble de son parcours et de sa philosophie quant à la cause algérienne. Etant l'un des fondateurs du quotidien *El Moudjahid*, cet autodidacte a été l'initiateur du journalisme engagé, dit «de combat lors de la Révolution algérienne», à travers ses articles et plaidoyers. Homme visionnaire, il avait l'ambition de donner à la révolution armée un plus grand élan national et international à travers l'information traitant de l'aspect politique de celle-ci.

Ceci, afin d'éveiller l'opinion publique contre les forces coloniales. En effet, c'est ainsi qu'il a eu l'idée de créer Algérie Presse Service (APS) publiant cinq bulletins autour de cette unique et même thématique : «l'Algérie combattante», «Mission du GPRA au Maroc», «Bulletin politique», entre autres. «Son don et son engagement pour informer les citoyens du monde et dénoncer la France impérialiste», a ajouté A. Belkhouja, lui ont valu le poste de ministre de l'Information durant trois GPRA successifs.

Le diplomate Salah Ben Tebbi, présent à la cérémonie, a précisé que l'Algérie lui doit le droit de l'autodétermination retrouvé par l'Algérie lors de la 10^e session du Conseil de sécurité de l'ONU. La finesse de sa diplomatie a été déterminante pour «faire évoluer la cause algérienne sur la scène internationale». Anecdotes et citations ont été partagées par ceux ayant côtoyé le défunt journaliste engagé, M'hammed Yazid.

Pourtant, ceux-là mêmes ont regretté que les postes attribués à cette figure de la lutte politique, après 1962, n'aient pas été à la hauteur de ses qualités et compétences. Ajoutant qu'il n'était pas le seul à se trouver dans ce cas de figure. Du gâchis des acquis de l'Histoire et des potentialités algériennes.

N. B.

MOHAMMED AÏSSA :

«Nous ne sommes pas la tutelle des zaouïas»

Le D^r Mohammed Aïssa, ministre des Affaires religieuses, a, lors de l'ouverture du colloque sur le rite malékite, démontré que derrière la campagne de dénigrement menée par certaines sectes et autres milieux, via Internet et autres réseaux sociaux, de tendance chiite, se dessine une campagne de déstabilisation des jeunes non seulement de l'Algérie mais aussi d'autres pays arabes et musulmans «par là, ces tendances ont pour objectif de nous déraciner de notre référentiel, en l'occurrence le rite malékite auquel nous avons toujours adhéré pour sa fidélité au Saint Coran, à la sunna sur lesquels s'appuient les hadiths rapportés et attestés» et d'ajouter : «Ces campagnes insidieuses sont celles qui prônent l'intolérance, la violence et le crime.»

Pour Mohammed Aïssa, «ce colloque vise à constituer un rempart contre ces ten-

dances, à prémunir notre jeunesse contre ces croyances déstabilisatrices et destructrices.»

Allant plus loin, il dira que nous subissons les contre-coups d'une confrontation entre deux grands courants idéologiques d'une part, celui de la puissance chiite qui est l'Iran, et qui tente de discréditer le rite malékite sunnite en l'accusant de déviances, et la tendance sunnite de l'Arabie Saoudite.

Le ministre explique aussi que parce que les voies de nos écoles, de nos universités, de nos lycées et de nos mosquées ont été fermées à ces sectes, aujourd'hui, elles ont recours aux réseaux sociaux et à Internet. «Notre colloque aujourd'hui vise à démontrer que les détracteurs de l'imam Malik ne veulent que déstabiliser notre jeunesse, et à approfondir la véracité et la crédibilité de notre rite, à nous assurer une

immunité contre ce fléau.» Toujours selon l'envoyé du gouvernement, il n'existe pas de différends entre l'Algérie et l'Arabie Saoudite et pour preuve, l'Algérie bénéficie du quota le plus important pour les postulants au hadj et à la omra. Interrogé sur ce qui se passe depuis quelque temps dans nos zaouïas, le ministre s'est excusé en déclarant «nous ne sommes pas la tutelle des zaouïas, ce ne sont pas des mosquées, elles sont libres de recevoir qui elles veulent, en plus, à ce jour aucune plainte n'a été déposée au niveau de notre département».

A propos de la mise en place d'un observatoire concernant la pratique du culte, le ministre a fait savoir qu'un groupe multidisciplinaire travaille sur le projet qui sera soumis au gouvernement.

Karim O.

LE RCD PLAIDE POUR UNE FÉDÉRATION
DES PEUPLES DE L'AFRIQUE DU NORD

«La non-intégration maghrébine bloque
toute perspective démocratique»

Le RCD a mis à profit la célébration de la Journée internationale des travailleurs pour partager avec nombre d'experts et autres partenaires économiques et sociaux son constat connu de tous sur la situation économique et financière du pays, non sans émettre, de nouveau, ses propres alternatives.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - C'est ainsi que le président du parti, Mohcine Belabbas, les experts Abdelhak Lamiri, Ali Benouari, Samy Oussedik, Lahcène Oulhadj et Aram Belhadj partagent le constat quant à la gravité de la situation économique de l'Algérie. Une crise dont les raisons sont ailleurs que dans la chute drastique des revenus pétroliers qui l'a révélée puisque résultant «d'une logique de gestion favorisant les secteurs rentiers, et qui a atteint le terme ultime de son mode de fonctionnement. Ceci à travers, ont convenu les participants à ce colloque, un

déficit budgétaire intenable, un effondrement du Fonds de régulation des recettes (FRR) et des réserves de change, une chute périlleuse du niveau des investissements, une envolée du chômage à même de mettre en cause la cohésion sociale». Un tableau de bord que les invités du RCD mettent sur le compte d'un «anachronisme d'un système politique ayant conçu sa survie au détriment du destin de la Nation», mettant le pays à «la croisée des chemins». Ce constat unanimement partagé, les participants à ce colloque ont émis les principes de transition d'une économie de rente à une économie de production. Avec, notamment, l'accent mis sur l'impératif de «valorisation des ressources humaines, condition sine qua non de la performance technologique, la nécessité d'orienter les ressources vers une économie productive, de moderniser le système managérial et d'initier une réelle industrialisation du pays».

Mais ces impératifs ne sauraient être conçus et menés que par des «institutions légitimes et porteuses de valeurs de pro-

grès». Le coût de la non-intégration du sous-continent nord-africain a également été abordé lors de cette rencontre rare par les temps qui courent, de par les débats sereins qui l'ont jalonnée. Un coût «immense au plan matériel et humain comme au plan politique et bloquant toute perspective démocratique, estiment le RCD et ses invités. Un «gâchis» d'autant plus que ces pays «partagent des épreuves et un même destin», note-t-on, mettant ce paradoxe sur le compte des «gouvernances respectives qui ont entravé la construction de cette région historiquement homogène et économiquement viable». Car, estime-t-on, il est temps de «cesser d'imputer nos errements aux vicissitudes du temps et de se jeter résolument et totalement dans l'intégration d'un marché commun et l'édification d'une fédération des peuples de l'Afrique du Nord. Le vœu de nos aînés, l'espoir de notre génération et la réalité de nos enfants». Ce qui ne serait que «se réapproprier notre place dans la marche de l'Histoire», relève encore le RCD.

M. K.